

La hiérarchie des causes de l'effondrement français

Posté le : 16 avril 2023 13:20 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Actualité chaude, Concepts fondamentaux, Zone Euro, Attitudes, Crise financière, Histoire économique récente, Réforme, Economie et politique, Fiscalité

Tout le monde est désormais bien conscient que la France dégringole. Le dernier livre de l'IFRAP dénonce le scandale d'une pression fiscale encore aggravée et d'exactions inouïes contre les propriétaires qui s'accompagne de l'effondrement de toute la sphère publique (éducation, justice, sécurité, santé, etc.) alors que nous avons perdu notre industrie, condamné nos activités portuaires à la stagnation, saigné notre agriculture, prolétarisé la classe moyenne, et laissé se créer un cancer de l'immigration dévastateur pour toute notre politique sociale et pour l'identité nationale. Il faut savoir que cette condamnation n'est pas récente. Le septennat de Giscard sera fiscal de bout en bout. La France était à genoux après le double septennat de Mitterrand. Dès le milieu des années quatre-vingt-dix tous les maux actuels étaient clairement identifiés et la suite annoncée. Et nous avons continué à sombrer au point que les Français sont désormais dans la crise de nerfs permanente. La République livrée aux casseurs et aux incendiaires est désormais en danger.

Pour ceux qui suivent la vie économique et publique depuis plusieurs décennies, cette constance dans la destruction est un sujet récurrent depuis la récession de 1973. La dégringolade n'a jamais été empêchée et n'a fait que s'amplifier, aboutissant au discrédit des partis dits de gouvernement et à la montée de l'ensauvagement de la vie sociale et politique.

Quelles sont les causes profondes de cette inversion dramatique de la trajectoire française considérée comme miraculeuse jusqu'à la crise de 1973 et pourquoi n'ont-elles pas été jugulées ? Quiconque s'avise d'avoir une ambition politique se devrait d'avoir une idée claire sur ces questions. On voit bien que ce n'est pas le cas.

La cause première et fondamentale est la destruction des accords de Bretton Woods et l'instauration des changes flottants. C'est celle qui n'est jamais citée. Cette erreur monstrueuse d'organisation internationale est la cause première de tous les malheurs du temps. Les raisons en sont simplissimes. Ce système permet la création de déficits et d'excédents symétriques totalement effarants. Les excédents sont remplacés dans les pays en déficits et la boucle ne cesse de s'amplifier jusqu'à ce qu'une crise financière se produise. 1973 est la première crise mondiale depuis 1929. Ensuite se sont enchaînés les crises du même type, une crise moyenne succédant à une crise grave pour aboutir à la grande dépression de 2008. La France ne s'est jamais remise de la crise de 1973 ni de celle 1993. Celle de 2008 a signé notre dégringolade définitive.

Personne ne veut ni ne peut changer ce système international frelaté et qui n'a jamais fonctionné qu'au prix de récessions provoquant un ralentissement de la croissance économique. La raison : les Etats-Unis qui croient encore que l'avantage du dollar mérite les difficultés que tout le monde connaît y compris aux Etats-Unis. La domination des Etats-Unis est telle que personne ne fera carrière en économie sans soumission aux changes flottants et au rôle primordial du dollar. La contestation larvée vient des grandes dictatures de l'ancien monde communiste, la Chine et la Russie, avec les conséquences géopolitiques que l'on voit.

Certains diront : c'est la mondialisation qui est en cause et l'ouverture totale à la concurrence libre

et non entravée des mouvements d'hommes, de capitaux, de services et de marchandises. Elle a permis de transférer toute l'industrie à l'Asie et aux pays les plus pauvres, avec des entreprises et des capitaux profitant honteusement de l'écart entre les salaires des pays développés et ceux des émergents. La classe moyenne a été sacrifiée. La pression migratoire sur les salaires s'est ajoutée. Le World Economic Forum est le symbole de cette mondialisation faite au détriment des pauvres en Occident.

Oui, l'entrée de la Chine dans l'OMC a été dénoncée notamment par notre petit groupe d'économistes dès les discussions de 1997.

Mais le fond de l'affaire est à chercher non pas dans la mondialisation mais dans la mondialisation non équilibrée. Si le système permet à certains d'accumuler des excédents prodigieux, cela veut dire que les produits ne s'échangent pas contre des produits et que le travail ne s'échange pas contre du travail. Donc les pays déficitaires voient leur classe moyenne s'effondrer. Seuls les pays ayant la capacité de mener des politiques mercantilistes peuvent résister, ou encore le pays qui fournit sa monnaie nationale au monde.

Pour les pays peu productifs et ayant succombé aux formes diverses du socialisme, le système devient extrêmement pénalisant. Ce qui a entraîné des révisions déchirantes en Suède, en Australie et en Nouvelle Zélande, au Canada, au Royaume uni etc. La compétitivité nationale devenait critique, sinon plus de classe moyenne !

La France a choisi de se lancer dans le programme Commun socialo-communiste totalement à contretemps, puis à bloquer toute réforme avant de retomber dans le socialisme jospinien, puis le délire du PS sous Hollande, tué par la dissidence des radicalisés qui triomphera ensuite avec la Nupes.

On voit où cela nous a mené.

La deuxième cause fondamentale de nos difficultés provient de l'extorsion de fonds pratiqués par les pays producteurs du pétrole coalisés pour mettre en coupe réglée les pays dépourvus de pétrole. Il est toujours amusant de constater qu'on a décrit une situation mondiale « libérale » alors qu'elle est soumise à un monopole cartellisé pour le cœur de ses ressources énergétiques.

Pour la France, la prédation pétrolière est devenue dès novembre 1973 un drame fondamental. Nous sommes rançonnés depuis 50 ans, et le poids de cette rançon est colossal. Pour la payer il fallait être plus productifs que jamais et essayer de se libérer le plus possible du pétrole.

Pompidou a compris que la seule solution était de développer le nucléaire et de réduire autant que possible la consommation de pétrole. Giscard a continué cette politique que même Mitterrand n'interrompra pas. Malheureusement cette politique a été gâchée à partir du gouvernement Jospin Voynet. Le rapport de la commission d'enquête parlementaire sur le pourrissement désastreux de la politique nucléaire peut être lu par qui veut. C'est une véritable tragédie dont les conséquences dramatiques sont désormais visibles.

On peut faire l'histoire française de la tentative de se libérer de la rançon pétrolière sans prendre en compte une seconde la question écologique. Paradoxalement les options prises pour le nucléaire étaient les meilleures sur ce terrain-là mais de façon involontaire. Il restait deux domaines non maîtrisés : l'automobile et le chauffage des bâtiments. Ce sont les deux éléments fondamentaux du capital des Français, ceux qui demandent des années de travail et des dettes lourdes pour le constituer. Il était nécessaire de rester prudent et progressif. On a désormais sombré dans la folie sur ce sujet avec les lois Wargon et les ordonnances européennes inspirées par le GIEC. Rançon plus folie, un vrai triomphe !

La prédation des pays pétroliers, malgré tous les efforts, a pesé radicalement sur la prospérité du

monde et celle de la France. On voit que celle des fournisseurs de gaz est tout aussi problématique, sachant que nous avons refusé de tirer profit de nos gisements de gaz de schiste...

La troisième cause du désastre français est interne : le triomphe de « l'énarchie compassionnelle et bienveillante ». À la suite d'un travail commencé sous Pétain, accéléré par les mêmes à la Libération, continué sous la Quatrième et triomphant sous la cinquième, la caste des hauts fonctionnaires a fini par s'arroger la totalité du pouvoir administratif, politique, économique et financier en France. Une caste népotique s'est constituée qui verrouille tout et dirige tout. Cette anomalie est uniquement française. Partout dans le monde occidental libre, on a réussi à cloisonner le monde de l'administration et la politique. Nous renvoyons à nos nombreux articles sur la question pour comprendre l'ampleur du mouvement et de ses conséquences. Le couple Giscard-Chirac est la marque d'un premier triomphe qui ne cessera plus, jusqu'à la caricature macronienne avec ses premiers ministres énarques de seconde zone, Philippe, Castex et Borne. Que personne dans la PQN n'ait souligné le caractère minable jusqu'à l'incroyable d'un système qui veut qu'on choisisse comme premier ministre un ancien président de la RATP et qu'on choisisse comme président de la RATP un ancien premier ministre est la preuve d'un effondrement mental caractérisé. On gère la République comme le métro parisien et réciproquement ? Le népotisme a-t-il besoin d'être prouvé quand on voit la carrière des maîtresses ou des filles de notables hauts fonctionnaires. Exemple est La carrière météoritique et catastrophique pour le pays de la fille de Lionel Stoleru, politicien à toutes mains, et d'une énarque haut fonctionnaire chez Hidalgo. Elle n'a jamais travaillé réellement et a connu les rémunérations les plus folles très tôt. Après avoir été Ministre, elle est présidente très bien rémunérée d'une juteuse agence. Le cas de Florence Parly, dite Parly 2, est pire encore. « Fille de » richissime à force de missions surpayées de courte durée (et ratées) dans des boîtes sous influence politique comme Air France et la SNCF, elle devient Ministre des Armées, un beau mandat réussi puisque les forces armées françaises se sont fait jeter du Mali à coups de pied dans le derrière et aux termes duquel tout le monde admet qu'on ne serait pas capable de mener une guerre de haute intensité pendant plus de quatre jours. Elle vient d'être recasée « dignement » avec un beau sac d'or après avoir raté la présidence d'Air France KLM. Les Hollandais sont moins fascinés par l'énarchie que les Français. Il faudra attendre une édition du Canard Enchaîné pour le savoir : « La reine des pantoufleuses : après s'être déjà recasée chez Air France, la SNCF, Altran, Ingenico ou encore Zodiac, l'ancienne ministre des armées, Florence Parly pantoufle, cette fois, chez Ipsos et à la Caisse des dépôts. » Avec les rémunérations ad hoc.

On comprend pourquoi les hauts fonctionnaires sont motivés à conserver leurs privilèges et figurent en nombre parmi les Français membres du 0.1 % les plus riches.

Voir récemment M. Jospin se goinfrer au restaurant du Dôme, lui qui cumule des avantages financiers gigantesques et une retraite somptueuse, après avoir tué l'économie du pays avec les 35 heures pour égaler Mitterrand dans les cadeaux définitifs au peuple, lève un peu le cœur. Il vit dans un hôtel particulier rive gauche, rue du Regard et dispose d'une maison à l'île de ré, ce qui est déjà bien pour un contempteur du bourgeois mais qui prend tout sel quand on sait qu'en 1961 ce trotskiste caché, obligé à faire attention à cause de la collaboration vichyste de son père, ne cessait de dégoiser contre les riches, les enfants de riches, les bourgeois répugnants etc. À l'époque Krasuki était son exemple. Il faut dire que par rapport à lui c'est un héros : immigré juif d'une famille communiste polonaise, il a été résistant et a connu la déportation dans des conditions très dures dont il survivra grâce à l'organisation communiste des camps, avant de revenir comme ouvrier, syndicaliste et de monter dans la hiérarchie de la CGT. En 61 il est directeur de Voix Ouvrière. Le trotskiste caché fait commerce de son admiration pour le futur leader gréviculteur de la CGT. Cela le distancie heureusement de la collaboration. Mais en fait son slogan intime était : « Pousse-toi de là que je m'y mette ».

Emmanuel Macron n'est qu'une pustule sur une plaque cancéreuse très large. Il a fait croire aux

Enarques de gauche qu'ils auraient un meilleur avenir avec lui Président et aux Enarques de droite que se rallier à son panache trouble leur vaudrait des avantages. Les Français, lassés des guerres imbéciles et loin de leurs préoccupations, entre Chirac et Giscard, Chirac et Balladur, Jospin et Fabius, Copé et qui voudra, Pécoresse et Wauquiez, se sont dit qu'un vent nouveau soufflait chez En Marche. En vérité, c'était un vent encore plus nocif. En multipliant les enjambements et les astuces, et en noyant le pays sous une pluie désastreuse de chèques politiques, Macron a éludé tout vrai dialogue avec le pays sur les grands problèmes nationaux. Ce Narcisse problématique n'a d'objectifs que pour lui-même et se moque du pays et de ses habitants. Dès qu'il prend une mesure négative, le pays s'insurge.

Un gouvernement aujourd'hui est un noyau d'Enarques intouchables entouré de fusibles ou de guignols ou d'utilité. Ces gens ne connaissent que l'impôt et les taxes, la réglementation, les subventions, et surtout pas de vagues. Le courage est mauvais pour la carrière d'un haut fonctionnaire qui n'agit qu'avec le consensus de ses pairs et leur réassurance.

Aujourd'hui l'ensemble des services publics sont en déshérence avec des coûts et des effectifs administratifs stupéfiants pour des résultats déplorables. Alors qu'il s'agit de la tâche première des hauts fonctionnaires. Ils ont tué la Santé sous les réglementations et l'asphyxie des postes administratifs. L'enseignement public est également détruit, alors que le budget par élève et le nombre de profs par élève est supérieur à ce qui se fait partout en Europe. La Justice n'est plus là. L'armée est en difficulté avec des matériels de plus en plus en retard. Ne parlons pas de la diplomatie et de la francophonie, quasiment abandonnée !

Tous ces abusifs paradent ailleurs que dans des postes administratifs et ils y font n'importe quoi, sans être contrôlés ni sanctionnés. Avoir réussi à générer une croissance de 1 % dans nos ports quand le monde a connu partout une croissance de 100 % ne gêne personne. Un crétin décide d'empêcher 11 millions de tonnes d'exportation de blé. Il reste en place. L'impunité dans l'incapacité est la base de l'énarchie compassionnelle. J'étais dans le restaurant le soir où Fabius fêtait dignement sa nomination comme premier Ministre alors que la veille, ministre de l'Industrie il pleurait sur la disparition des industries lorraines et la fermeture des mines de fer ! Pleurs et champagne. Le « en même temps » déjà. Tout le monde dans la salle frappait son verre avec une petite cuillère pour marquer son mépris pour le Jocrisse. Quarante ans plus tard il est Président du Conseil Constitutionnel avec des enfants embringués dans des affaires que certains jugent douteuses. Rien à f... de l'opinion publique. Les places et l'argent, plus les honneurs même si les résultats sont catastrophiques.

La caste a fini par détruire la classe moyenne et rendre la fiscalité totalement intolérable. Et cela continue sans vergogne. « Vive la Nupes et Mme Le Pen qui nous permettent de rester au pouvoir ! », voilà tout le programme !

Reste le dernier élément du quarteron du désastre : l'Union Européenne. Tant que la « construction » européenne était la mise en commun de politiques de six pays, dans les domaines où elle était souhaitable, elle ne rencontrait guère de critiques. Avec le passage à l'Union Européenne fédéraliste, élargie à 27 membres et conquérant la quasi-totalité du spectre de l'action gouvernementale directement ou indirectement, y compris les préambules constitutionnels, la monnaie, le budget, la gestion diplomatique, l'écologie, les relations économiques internationales, les normes environnementales, on est passé à autre chose où les quelques défauts d'une optique communautaire sont devenus les gros désastres de l'abandon de souveraineté.

Nous l'avons souligné sur ce blog des dizaines de fois. Toute la production des ordonnances et des normes se fait hors de France sans aucune discussion en France. La presse se moque de ce qui se passe à Bruxelles. Les élections européennes n'ont aucun sens, puisque personne ne sait ce qui sera débattu dans l'enceinte de l'Assemblée, qui sera proposé par la Commission, qui, une fois nommée,

fait absolument tout ce qu'elle veut. Aucun groupe politique français ne peut influencer réellement sur le sens d'un vote. Seul le président de la République peut à la rigueur bloquer un texte jugé nuisible. Aucune étude d'impact n'est faite sur aucune ordonnance. Si l'ordonnance n'est pas transposée, ce sont des sanctions. Si on ajoute le poids des lobbies notamment des ONG internationales, la dépendance totale aux désirs américains dans moult domaines et le gouvernement des Juges européens qui peuvent se mêler de tout en interprétant la déclaration européenne des droits de l'homme, on voit que l'exécutif français n'a pratiquement plus d'autonomie. La politique de liberté totale des mouvements d'hommes de capitaux et marchandises au sein de l'Europe élargie et en signant sans discontinuer des traités de libre-échange avec le monde entier, a laminé la classe moyenne. L'Euro est un système qui autorise les excédents monstrueux de l'Allemagne et se montre intransigeant pour les pays pauvres et déficitaires. Aggravation des distorsions intracommunautaire, rôle délirant de la BCE, avec des émissions de liquidité stupéfiantes, tout est anormal au sein de la zone Euro. L'Allemagne réunifiée y joue le rôle principal sans tenir compte de ses voisins. La récession spéciale en Europe en 2011, c'est elle. Le traitement délirant contre la Grèce, c'est encore elle qui avait déversé ses excédents sans prudence dans tous les pays du « Club Med ». Les difficultés de négociations avec la Chine, c'est encore l'Allemagne qui seule en Europe a une balance excédentaire avec ce pays. La crise énergétique actuelle : c'est la faillite de la politique allemande d'énergie intermittente qui la rend dépendante d'une énergie pilotable importée russe puis américaine.

Tous ceux qui ont un œil sur la classe ouvrière et la classe moyenne savent qu'elles ont été laminées après Maastricht.

Tous ceux qui ont un œil sur l'immigration, savent que le corset juridique mis en place par l'UE empêche d'agir.

Désormais l'Union entrave plus qu'elle n'aide. Elle a eu un effet politique délétère. Plus personne n'ayant le pouvoir d'agir réellement de façon indépendante sur aucun sujet, le Président devient un grotesque impuissant qui ne fait plus que de la Com'. Les partis de gouvernement ne servent plus à rien. Ils ne peuvent même plus construire et assumer sans rire un programme quelconque : ce n'est pas eux qui décideront.

Alors les intérêts français sont en déshérence. La croissance est morte remplacée par une longue stagnation. Les masses populaires ne voient plus de progrès dans leur vie mais une suite de remise en cause des démagogies passées, sans se rendre compte que seule une volonté farouche de productivité, de travail et de qualité leur permettrait de sortir du gouffre.

Les quatre forces que nous dénonçons, toutes abusives, auront mis la France dans la violence, la colère et le dégoût d'elle-même. Emmanuel Macron aura été, du fait de ses travers psychologiques et son absolu mépris pour la France et les Français, le catalyseur de l'effroi national devant le naufrage.

Une fois le diagnostic fait, les solutions sont délicates à mettre en œuvre.

Il est quasi impossible d'imposer un retour aux changes fixes avec une monnaie de référence distincte de celle d'un état, alors que la mondialisation ne peut perdurer qu'avec un retour aux règles de Bretton Woods modernisées et intégrant la Chine, la Russie et tous les grands pays commerciaux du monde. Mais on peut tout de même **engager le débat** et pousser à la solution. L'Europe peut corriger les déséquilibres internes en pénalisant les grands excédents.

Il faut inlassablement continuer la politique de réduction de la rançon pétrolière, qu'on croit à la crise climatique ou pas. Cela passe en France par le rétablissement de la filière nucléaire et une politique plus sage et plus progressive que celle que la cléricature écologique nous impose en matière de décarbonation.

Il faut créer une séparation franche entre la haute administration et les autres secteurs de la vie politique et économique. « Nul ne peut être élu dans une institution qui détermine ses conditions professionnelles ». « Les doubles rémunérations sont interdites ». Et il faut introduire un contrôle des résultats des politiques conduites par les hauts fonctionnaires, tout en brisant le népotisme. C'est le plus facile

Il faut enfin retrouver tout ou partie de la décision souveraine sur les questions vitales pour le pays. Certaines mesures peuvent être prises sans changer les traités. D'autres non. Dans les deux cas, il faut dire lesquelles et se mettre en position de gagner.

Si un Président se fait élire sans avoir une réflexion publique sur ces quatre causes de notre dégringolade, il ne sert qu'à activer le ressentiment et les colères. La crise politique actuelle est explicable totalement par ce constat : sur aucune des quatre causes, Emmanuel Macron n'a d'analyse publique ni de politique. Le pays s'attend donc légitimement à des effondrements ultérieurs et cela laisse du champ à tous les trublions et desperados du gauchisme révolutionnaire.

Il faut agir.

Ce n'est pas en disant : « je vous protège de Mme Le Pen ».

Ce n'est pas en réprimant à outrance.

Ce n'est pas en prenant des postures.

Ce n'est pas par la Com'.

Ce n'est pas en faisant des chèques ciblés.

Ce n'est pas en détruisant l'enseignement privé ni en permettant le suicide assisté, pour détourner l'attention.

C'est en s'attaquant bravement et sagement aux quatre sources de la déchéance française.

Qui aura ce courage tranquille ?